

Art. 18. De naleving van de onderrichtingen en nadere regels voor de verbetering staat onder de verantwoordelijkheid van het inrichtingshoofd, voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, en van de inrichtende macht, voor het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs, waarbij deze die aan de directie van het inrichting kan overdragen.

Op initiatief van één of meer inrichtingshoofden, voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, en van de inrichtende macht, voor het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, kan het verbeteren van de proeven van verschillende inrichtingen in één zelfde verbetercentrum worden gegroepeerd. In dit geval wijst(zen) de betrokken inrichtende macht(en) een inrichtingshoofd aan om de verantwoordelijkheid voor de naleving van de onderrichtingen en nadere regels voor het verbeteren uit te oefenen.

Art. 19. De inrichtingshoofden zenden de uitslag van de leerlingen aan het algemeen bestuur onderwijs over binnen een maximumtermijn van vijf werkdagen nadat de laatste externe proef afgenomen is.

Art. 20. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 21. De Minister van Onderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 mei 2016.

De Minister-President,
R. DEMOTTE
De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2016/29230]

4 MAI 2016. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant les modalités d'inscription, de distribution, de passation, de correction et de sécurisation de l'épreuve externe commune octroyant le certificat d'études de base (CEB) et la forme de ce certificat

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les articles 20, alinéa 4, 25, § 1^{er}, et 30, 36/18, 36/19 et 36/23 du décret du 2 juin 2006, relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, insérés par le décret du 24 mars 2016 modifiant le décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 septembre 2006 'déterminant les modalités d'inscription, de passation et de correction de l'épreuve externe commune octroyant le certificat d'études de base et la forme du certificat d'études de base'

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 mars 2016 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 mars 2016 ;

Vu le protocole de négociation syndicale du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'Enseignement libre subventionné, conclu en date du 11 avril 2016 ;

Vu le protocole de concertation du Comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres P.M.S. subventionnés reconnus par le Gouvernement, conclu en date du 11 avril 2016 ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat 59.304/2 émis le 25 avril 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat ;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de réaliser la mise en œuvre de l'ensemble du dispositif, en particulier la partie logistique sécurisée, entre autres, l'impression, l'emballage, la distribution et la passation dès juin 2016 ;

Considérant les recommandations de la Commission spéciale du Parlement de la Communauté française du 10 décembre 2015, approuvées par ledit Parlement le 6 janvier 2016 ;

Considérant la nécessité de déterminer les modalités pratiques d'inscription, de distribution, de passation, de correction et de sécurisation des épreuves externes communes certificatives ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Éducation ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par « jours ouvrables » les jours d'ouverture d'école dans l'enseignement obligatoire.

CHAPITRE 1^{er}. — Modalités d'inscription à l'épreuve externe commune

Art. 2. Les établissements d'enseignement primaire et secondaire ordinaire transmettent à l'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement, au plus tard le 1^{er} avril de l'année scolaire en cours, la liste des élèves, par implantation, qui présenteront l'épreuve externe commune liée à l'octroi du certificat d'études de base.

Les établissements d'enseignement primaire et secondaire spécialisé envoient les inscriptions des élèves candidats à l'épreuve externe commune à l'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement au plus tard pour le 30 avril de l'année scolaire en cours.

Quand des changements d'écoles amènent des modifications à la liste visée à l'alinéa 1^{er} ou aux inscriptions visées à l'alinéa 2, les écoles concernées communiquent, dans les dix jours qui suivent le changement d'école, ces modifications à l'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement.

Les institutions publiques de protection de la jeunesse, tout parent ou personne investie de l'autorité parentale, de tout mineur soumis à l'obligation scolaire et âgé d'au moins 11 ans au 31 décembre de l'année de l'épreuve envoient les inscriptions des élèves candidats à l'épreuve externe commune à l'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement au plus tard pour le 30 avril de l'année scolaire en cours.

Art. 3. § 1^{er}. Les inscriptions visées à l'article 2, alinéa 4 comprennent les nom, prénom, adresse, lieu et date de naissance de chaque candidat à la certification ainsi que les nom, prénom et adresse des personnes investies de l'autorité parentale.

§ 2. L'Administrateur général communique la liste des écoles participantes ainsi que les listes d'inscription à chaque inspecteur pour la zone géographique qui le concerne, et ce, via l'Inspection générale.

§ 3. L'inspecteur communique à l'établissement, à l'Institution, au parent ou à la personne investie de l'autorité parentale qui a inscrit l'élève, ou le mineur, les dates, heures et, en ce qui concerne les élèves candidats visés à l'article 2, alinéa 4, le lieu de passation.

Pour les élèves candidats visés à l'alinéa 4 de l'article 2, l'Inspecteur désigne l'école la plus proche du domicile de l'élève où, avec l'accord du Pouvoir organisateur ou du chef d'établissement, ils passent l'épreuve externe commune. A défaut, il renseigne l'école organisée par la Communauté française la plus proche du domicile de l'élève.

L'inspecteur peut autoriser la passation dans une autre école organisée ou subventionnée par la Communauté française, à la demande des parents et avec l'accord de cette école et de son pouvoir organisateur.

CHAPITRE 2. — Organisation matérielle de l'épreuve externe certificative

Section 1^{re}. — Du cahier spécial des charges relatif à l'impression et la distribution des épreuves et aux lieux de stockage

Art. 4. § 1^{er}. Les épreuves sont imprimées selon un format fixé par le cahier spécial des charges visé au § 2.

Chaque type d'épreuve est emballé par paquets et conditionné dans un film plastique de façon à les protéger.

Chaque paquet est disposé, selon un ordre prévu par le cahier des charges visé au § 2. Chaque paquet est entouré soit d'un double lien croisé en plastique soit d'une bande autocollante imprimée, dans les deux cas avec une mention spécifique en fonction notamment du type d'épreuve, de la matière de l'épreuve et du jour concerné.

Les paquets sont disposés sur les palettes.

Le transport des paquets d'épreuves doit répondre aux spécificités d'emballage, de délais et conditions de sécurité et confidentialité fixées par le cahier spécial des charges visé au § 2.

Les paquets d'épreuves sont disposés dans le lieu de livraison fixé à l'article 5 sur des palettes en fonction d'un tableau fixé dans le cahier spécial des charges visé au § 2.

§ 2. Le cahier spécial des charges en vue de la conclusion des marchés publics relatifs à l'impression, à l'emballage, au conditionnement et au transport des épreuves doit comporter des conditions claires en matière d'obligation notamment de confidentialité et de contrôle de conformité, à savoir les obligations et les conditions de vérification :

- de l'assemblage des cahiers de la brochure ;
- de l'épaisseur de la brochure, de la qualité et solidité du système d'emballage, de scellage et de sécurisation des colis ;
- de la qualité, la solidité et la lisibilité du papier collant ;
- de la qualité de la sécurité adaptée à la transmission et gestion des fichiers électroniques ;
- de la sécurisation de l'impression et du processus de stockage de toutes impressions et tous supports intermédiaires nécessaires aux tests d'impression ;
- de la sécurisation du transport des documents vers les lieux de distribution ;
- de la transmission d'un planning détaillé reprenant les fourchettes de dates et le temps de traitement estimé de ces différents processus ;
- des obligations de confidentialité des membres du personnel de l'adjudicataire.

Art. 5. L'Administration générale de l'Enseignement désigne les lieux chargés de la réception, du stockage temporaire et de la distribution de l'épreuve.

Ces établissements devront disposer d'un local respectant les conditions suivantes :

- a. se situer au rez-de-chaussée de l'établissement ;
- b. être accessible au moyen d'une porte de minimum 85 cm de largeur ;
- c. être accessible au moyen d'un transpalette ;
- d. pouvoir accueillir 9 palettes, chacune de 1,2 m. de longueur sur 0,8 m. de largeur ;
- e. disposer d'une hauteur de plafond minimale de 2,05 m. ;
- f. être uniquement dévolu au stockage des épreuves, jusqu'à la passation de la dernière épreuve ;
- g. avoir des accès sécurisés par des dispositifs efficaces et des portes et fenêtres ne permettant aucune capacité d'accès de l'extérieur sauf par les personnes habilitées par le chef d'établissement ou la personne mandatée par le pouvoir organisateur à ouvrir les lieux avec les moyens adéquats.

Art. 6. Les responsables des lieux visés à l'article 5 signent un engagement de confidentialité concernant l'ensemble des informations liées à ce stockage.

Section 2. — De l'impression et de la livraison de l'épreuve

Art. 7. L'Administration générale de l'Enseignement effectue des contrôles visés à l'article 4, § 2 ainsi que les contrôles de la qualité :

- 1° de la mise en page finale des épreuves ;
- 2° de l'adéquation des impressions avec le document original en vue de la livraison du bon à tirer des épreuves ;
- 3° de l'impression des épreuves avant leur emballage ;
- 4° de l'emballage final des épreuves y compris de la résistance des scellés.

Art. 8. Sur base du contrôle qualité, l'Administration générale de l'Enseignement délivre l'autorisation de livraison dans les lieux fixés en vertu de l'article 5.

Art. 9. L'Administration générale de l'Enseignement fait livrer les épreuves dans les lieux fixés à l'article 5 au plus tôt 5 jours francs avant le premier jour de passation de l'épreuve.

Art. 10. L'inspecteur désigné dans chaque lieu fixé en vertu de l'article 5, accompagné du chef d'établissement ou son délégué ou la personne mandatée par le pouvoir organisateur :

- 1° assure la réception des épreuves placées dans des colis scellés auprès du transporteur ;
- 2° vérifie la conformité de la commande sur base d'un document fourni par l'Administration générale de l'Enseignement ;
- 3° signe le bordereau de livraison pour bonne réception ;
- 4° veille au bon acheminement et à la mise en place de l'ensemble des colis scellés dans le local visé à l'article 5 ;
- 5° conserve dans ce local des éventuels exemplaires surnuméraires jusqu'au 30 juin de l'année en cours ;
- 6° s'assure de l'existence de mesures de sécurisation des locaux et des capacités de fermeture effective des locaux selon les conditions fixées par circulaire.

Art. 11. L'Administration générale de l'Enseignement effectue des contrôles de la qualité des livraisons des épreuves effectuées dans les lieux fixés en vertu de l'article 5.

Section 3. — De la distribution, de la passation et de la correction des épreuves externes certificatives

Art. 12. L'épreuve externe commune se déroule à partir du 15 juin. L'épreuve se répartit sur quatre matinées. Les chefs d'établissement, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, et les pouvoirs organisateurs, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française peuvent suspendre les cours les après-midis.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement peut autoriser, pour des motifs exceptionnels, d'organiser les épreuves externes certificatives du CEB avant le 15 juin.

Art. 13. § 1^{er}. Le jour ouvrable précédant soit deux épreuves externes successives, soit chaque épreuve externe, selon les modalités fixées par circulaire, chaque chef d'établissement, son délégué ou son délégué par implantation dûment mandaté dans un manuscrit et muni de sa carte d'identité :

- 1 °) réceptionne l'épreuve externe soit du jour ouvrable suivant soit des deux jours ouvrables suivants, dans des colis scellés selon les modalités prévues par circulaire ;
- 2 °) vérifie si le nombre de colis scellés est en adéquation avec le nombre d'élèves participant à l'épreuve ;
- 3 °) prend toutes les dispositions nécessaires de confidentialité et de sécurité nécessaires afin que les colis scellés qui seront sous sa responsabilité jusqu'au moment de distribution des épreuves ne soient en aucun cas ouverts par quiconque avant le début de la passation de l'épreuve ;
- 4 °) s'assure de la sécurité et du non accès, par une personne autre que lui-même ou une personne qu'il mandate, du lieu d'entreposage des épreuves reçues et qui seront sous sa responsabilité, entre le moment de leur réception et le moment de leur distribution. Ce lieu doit être situé dans une ou, si nécessaire, plusieurs des implantations où se déroule la passation des épreuves.

§ 2. Les frais de déplacement du chef d'établissement ou de son représentant dûment mandaté du siège de l'établissement vers le lieu de distribution sont pris en charge par l'Administration, sur base d'une déclaration en bonne et due forme du nombre de kilomètres aller-retour parcourus.

Le montant de l'indemnité kilométrique est fixé à 0,15 euros. Ce montant est augmenté annuellement au 1^{er} juillet d'une fraction dont le numérateur est l'indice des prix à la consommation du mois de mai de l'année en cours et le dénominateur est l'indice des prix à la consommation du mois de mai de l'année précédente. Le résultat obtenu est établi jusqu'à la quatrième décimale inclusivement.

Art. 14. Chaque jour de l'épreuve, l'ouverture des colis contenant les carnets d'épreuves s'effectue à partir de 7 h au plus tôt.

Les Services de l'Inspection de l'enseignement mèneront quotidiennement des missions visant à vérifier l'intégrité des colis avant l'ouverture de ceux-ci.

Chaque jour de l'épreuve, les carnets sont répartis entre les enseignants des classes concernées.

Les épreuves écrites débutent, selon le calendrier fixé à l'art. 12, entre 8 h 15 et 8 h 45.

La surveillance de la passation des épreuves est placée sous la responsabilité du chef d'établissement.

Art. 15. Les autres documents à destination des enseignants sont distribués aux chefs d'établissement par l'inspection de secteur, au plus tard dix jours avant le début des épreuves.

Le guide de correction est distribué par l'inspection de secteur, après la passation de chaque épreuve, dans les lieux prévus pour la correction.

Art. 16. En cas de divulgation d'une épreuve externe avant sa passation et de décision d'annulation du gouvernement, l'épreuve alternative est organisée à la date fixée par le gouvernement. L'épreuve alternative est soit communiquée par les membres du Service général d'Inspection aux chefs d'établissement ou leurs délégués dûment mandatés, sous forme électronique, selon les modalités prévues par circulaire, soit sous forme de CD-ROM. Dans ce cas, la distribution des CD-ROM est organisée selon des modalités identiques à celles relatives à la distribution des épreuves et notamment conformément l'article 13.

L'épreuve alternative est, selon les cas, soit téléchargée soit lue et imprimée sous la responsabilité du chef d'établissement. L'impression doit se dérouler selon des modalités arrêtées par le chef d'établissement pour protéger la confidentialité du contenu des épreuves conformément aux conditions prévues par circulaires.

Une fois les épreuves imprimées, les épreuves se déroulent selon des modalités identiques à celles prévues pour les épreuves initiales.

Art. 17. En ce qui concerne la passation des épreuves par les candidats visés à l'article 2, alinéas 1^{er}, 2 et 3, le choix du lieu de passation de l'épreuve externe commune et des modalités de groupement des élèves relève des prérogatives du chef d'établissement pour l'enseignement organisé par la Communauté française et du Pouvoir organisateur pour l'enseignement subventionné par la Communauté française.

Ces candidats sont placés sous la surveillance du/des chef(s) d'établissement, des enseignants ayant en charge ces classes, des membres du personnel auxiliaire d'éducation, et/ou des employés du pouvoir organisateur.

Les candidats visés à l'article 2, alinéa 4 passent l'épreuve selon les mêmes modalités que celles prévues dans la présente section.

Les chefs d'établissement veillent à la mise en place de conditions particulières de passation pour les élèves atteints de déficiences sensorielles et/ou motrices, de trouble d'apprentissage ou de retard mental.

Art. 18. § 1^{er}. Pour la zone géographique dont il est en charge, l'inspecteur réunit les enseignants de 6^e année primaire et un enseignant par tranche de 20 élèves pour chaque école secondaire et chaque école spécialisée participante les après-midis des jours de passation afin d'organiser la correction.

Il veille à ce qu'un enseignant n'ait pas à corriger les copies des élèves dont il a la charge.

§ 2. Le président du jury transmet le procès-verbal de la délibération à l'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement dans les 3 jours ouvrables maximum qui suivent la délibération.

Le président du jury transmet les résultats de ses élèves à l'épreuve externe commune au chef d'établissement concerné au plus tard le 5^e jour ouvrable après le début de l'épreuve.

Art. 19. Le Certificat d'études de base, délivré sur la base de l'article 28, §§ 1^{er}, 2 et 3, du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire est conforme au modèle figurant en annexe A du présent arrêté.

Le Certificat d'études de base, délivré sur la base de l'article 18, § 2, du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire est conforme au modèle figurant en annexe A du présent arrêté.

Le Certificat d'études de base, délivré sur la base de l'article 28, § 4, du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire est conforme au modèle figurant en annexe A bis du présent arrêté.

Art. 20. Après les délibérations, un échantillon de copies de l'épreuve externe commune est prélevé par l'inspection selon les modalités suivantes :

1°) l'Administration générale de l'Enseignement établit une liste de noms d'élèves formant un échantillon représentatif ;

2°) chaque inspecteur prélève les copies des élèves concernés dans sa zone géographique et procède à l'encodage des réponses à tous les items ou questions de l'épreuve dans la grille fournie par l'administration.

3°) l'inspecteur transmet la grille complétée à l'Administration générale de l'Enseignement dans les 7 jours ouvrables qui suivent le dernier jour de correction de l'épreuve.

Art. 21. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant les modalités d'inscription, de passation et de correction de l'épreuve externe commune octroyant le certificat d'études de base et la forme du certificat d'études de base du 15 septembre 2006 est abrogé.

Art. 22. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 23. La Ministre de l'Éducation est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 mai 2016.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Éducation,
M.-M. SCHYNS

Annexe A à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 mai 2016 déterminant les modalités d'inscription, de passation et de correction de l'épreuve externe commune et la forme du Certificat d'études de base

COMMUNAUTE FRANÇAISE

CERTIFICAT D'ETUDES DE BASE

Je soussigné(e) (nom, prénom), chef d'établissement de ou du (dénomination et adresse complète de l'établissement),

certifie que (nom, prénom)

né(e) à (lieu de naissance) (1)

le (date de naissance : jour-mois-année)

a satisfait à l'évaluation portant sur la maîtrise des compétences requises pour l'obtention du certificat d'études de base.

En foi de quoi, le présent certificat lui est délivré.

Fait à (lieu)

Le (date : jour-mois-année)

Sceau de l'établissement,

Signature du chef d'établissement,

Signature du porteur,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 mai 2016 déterminant les modalités d'inscription, de distribution, de passation, de correction et de sécurisation de l'épreuve externe commune octroyant le certificat d'études de base (CEB) et la forme de ce certificat

Bruxelles, le 4 mai 2016.

Le Ministre-Président,

Rudy DEMOTTE

La Ministre de l'Education,

Marie-Martine SCHYNS

Annexe Abis à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 mai 2016 déterminant les modalités d'inscription, de passation et de correction de l'épreuve externe commune et la forme du Certificat d'études de base

COMMUNAUTE FRANÇAISE

CERTIFICAT D'ETUDES DE BASE

Je soussigné(e) (nom, prénom), président du jury de l'épreuve externe commune installé à (zone géographique d'affection)

certifie que (nom, prénom)

né(e) à (lieu de naissance)(1)

le (date de naissance : jour-mois-année)

a satisfait à l'évaluation portant sur la maîtrise des compétences requises pour l'obtention du certificat d'études de base.

En foi de quoi, le présent certificat lui est délivré.

Fait à (lieu)

Le (date : jour-mois-année)

Signature du porteur,

Signature du président du jury,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 mai 2016 déterminant les modalités d'inscription, de distribution, de passation, de correction et de sécurisation de l'épreuve externe commune octroyant le certificat d'études de base (CEB) et la forme de ce certificat.

Bruxelles, le 4 mai 2016.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de l'Education,

M.-M. SCHYNS

Note

(1) Le lieu de naissance sera repris comme indiqué sur l'acte de naissance, la carte d'identité ou à défaut le passeport ou titre de séjour. S'il est situé en pays étranger, il sera suivi du nom du pays repris entre parenthèses, tel qu'indiqué sur l'acte de naissance, la carte d'identité ou à défaut le passeport ou titre de séjour.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2016/29230]

4 MEI 2016. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de nadere regels voor het inschrijven voor en het verdelen, afnemen, verbeteren en beveiligen van de gemeenschappelijke externe proef tot toekenning van het getuigschrift basisonderwijs, en van de vorm van dat getuigschrift

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de artikelen 20, vierde lid, 25, § 1, en 30, 36/18, 36/19 en 36/23 van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs, ingevoegd bij het decreet van 24 maart 2016 tot wijziging van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 september 2006 houdende bepaling van de nadere regels voor de inschrijving voor, het afleggen van en de verbetering van de gemeenschappelijke externe proef tot toekenning van het getuigschrift van basisonderwijs en van de vorm van het getuigschrift van basisonderwijs;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 maart 2016;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 23 maart 2016;

Gelet op het syndicale onderhandelingsprotocol van het onderhandelingscomité van sector IX, van het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, en van het onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het vrij gesubsidieerd onderwijs, gesloten op 11 april 2016;

Gelet op het overlegprotocol van het overlegcomité tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en de door de Regering erkende gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra, gesloten op 11 april 2016;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 59.304/2, uitgebracht op 25 april 2016 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid het gehele stelsel, inzonderheid het beveiligde logistieke luik, en ook het drukken, verpakken, verdelen en afnemen, reeds vanaf juni 2016 in het werk te stellen;

Gelet op de aanbevelingen van de bijzondere commissie van het Parlement van de Franse Gemeenschap van 10 december 2015, door dat Parlement op 6 januari 2016 goedgekeurd;

Gelet op de noodzaak de nadere regels te bepalen voor het inschrijven voor en het verdelen, afnemen, corrigeren en beveiligen van de gemeenschappelijke externe proeven tot toekenning van een getuigschrift;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit, wordt onder “werkdagen” verstaan, de dagen waarop scholen in het leerplichtonderwijs open zijn.

HOOFDSTUK 1. — Nadere regels voor het inschrijven voor de gemeenschappelijke externe proef

Art. 2. De inrichtingen voor gewoon lager en secundair onderwijs delen de administrateur-generaal van het algemeen bestuur onderwijs, uiterlijk op 1 april van het lopende schooljaar, voor elke vestiging, de lijst van leerlingen mee die de gemeenschappelijke externe proef in verband met de toekenning van het getuigschrift basisonderwijs zullen afleggen.

De inrichtingen voor gespecialiseerd lager en secundair onderwijs sturen de namen van de leerlingen die kandidaat zijn voor de gemeenschappelijke externe proef aan de administrateur-generaal van het algemeen bestuur onderwijs uiterlijk voor 30 april van het lopende schooljaar.

Als veranderingen van scholen wijzigingen met zich meebrengen van de lijst bedoeld bij het eerste lid of van de inschrijvingen bedoeld bij het tweede lid, delen de betrokken scholen binnen de tien dagen na de verandering van school deze wijzigingen mee aan de administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs.

De overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, elke ouder of persoon die het ouderlijk gezag uitoefent over elke leerplichtige minderjarige die minstens 11 jaar oud is op 31 december van het lopende schooljaar, sturen de inschrijvingen van de leerlingen die kandidaat zijn voor de gemeenschappelijke externe proef aan de administrateur-generaal van het algemeen bestuur onderwijs uiterlijk tegen 30 april van het lopende schooljaar.

Art. 3. § 1. De bij artikel 2, vierde lid, bedoelde inschrijvingen omvatten de naam, voornaam, geboorteplaats en -datum en het adres van iedere kandidaat voor het behalen van het getuigschrift alsook de naam, voornaam, geboorteplaats en -datum en het adres van de personen die het ouderlijk gezag bekleden.

§ 2. De administrateur-generaal deelt de lijst mee van de deelnemende scholen alsook de inschrijvingslijsten aan iedere inspecteur voor de geografische zone die hem betreft, en dit, via de algemene inspectie.

§ 3. De Inspecteur deelt aan de inrichting, de Instelling, de ouder of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent en die de leerling of minderjarige ingeschreven heeft, de datums, uren en, wat betreft de leerlingen die kandidaat zijn zoals bedoeld bij artikel 2 vierde lid, de plaats waar het examen afgenomen dient te worden, mee.

Voor de leerlingen die kandidaat zijn, zoals bedoeld in het vierde lid van artikel 2, wijst de Inspecteur de school aan die het dichtst bij de woonplaats van de leerling ligt en waar, met de instemming van de inrichtende macht of van het inrichtingshoofd, de leerlingen de gemeenschappelijke externe proef afleggen. Zo niet, dan deelt hij de naam mee van de door de Franse Gemeenschap ingerichte school die het dichtst bij de woonplaats van de leerling ligt.

De inspecteur kan toelaten dat de proef in een andere door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde school wordt afgenomen, op aanvraag van de ouders en met de instemming van die school en haar inrichtende macht.

HOOFDSTUK 2. — *Materiële organisatie van de externe proef voor het behalen van het getuigschrift**Afdeling 1.* — Bestek van de overheidsopdracht betreffende het drukken en verdelen van de documenten van de proef en betreffende de opslagplaatsen

Art. 4. § 1. De documenten van de proef worden gedrukt volgens een formaat dat in het in § 2 bedoelde bestek vastgesteld is.

Elk type document van de proef wordt in een pakket verpakt, en in een plastic folie geconditioneerd, om het te beschermen.

Elk pakket wordt ingericht volgens de orde bepaald in het in § 2 bedoelde bestek. Elk pakket wordt ofwel met een dubbele gekruiste plastieken band ofwel met een gedrukte zelfklevende band omsnoerd, in beide gevallen met een specifieke vermelding naar gelang van het type proef, de stof van de proef en de dag waarop ze plaats zal hebben.

De pakketten worden op pallets geplaatst.

Het vervoer van de pakketten moet beantwoorden aan de specifieke voorwaarden inzake verpakking, termijn, veiligheid en vertrouwelijkheid, bepaald in het in § 2 bedoelde bestek.

De pakketten worden op de in artikel 5 bepaalde bestemmingsplaats op pallets geplaatst volgens een tabel die bepaald is in het in § 2 bedoelde bestek.

§ 2. Het bestek voor het sluiten van de overheidsopdrachten betreffende het drukken, verpakken, conditioneren en vervoeren van de documenten van de proef moet duidelijke voorwaarden inhouden betreffende de verplichting inzake vertrouwelijkheid en controle van de overeenstemming, te weten, de verplichtingen en de voorwaarden voor de verificatie van :

- het bijebrengen van de vellen van de brochure;
- de dikte van de brochure, de kwaliteit en de stevigheid van het systeem voor de verpakking, de verzegeling en de beveiliging van de pakjes;
- de kwaliteit, de stevigheid en de leesbaarheid van het plakband;
- de veiligheid betreffende de mededeling en het beheer van de elektronische bestanden;
- de beveiliging van het drukproces en van het proces voor het opslaan van alle gedrukte documenten en van alle tussendragers die noodzakelijk zijn voor de druktests;
- de beveiliging van het vervoer van de documenten naar de bestemmingsplaatsen;
- de mededeling van een gedetailleerde planning met de datums en de geraamde tijd voor de verwezenlijking van die verschillende processen;
- de verplichtingen inzake vertrouwelijkheid van de personeelsleden van de aannemer.

Art. 5. Het algemeen bestuur onderwijs bepaalt de plaatsen voor het ontvangen, tijdelijk opslaan en verdelen van de documenten van de proef.

Die inrichtingen zullen moeten beschikken over een lokaal dat voldoet aan de volgende voorwaarden :

- a. op de gelijkvloerse verdieping van de inrichting gelegen zijn;
- b. toegankelijk zijn door een deur die minstens 85 cm breed is;
- c. toegankelijk zijn voor een transpallet;
- d. 9 pallets kunnen opnemen, waarbij elk 1,2 m lang is en 0,8 m breed is;
- e. een minimale plafondhoogte van 2,05 m hebben;
- f. uitsluitend bestemd zijn voor het opslaan van de documenten van de proef, totdat de laatste proef wordt afgenomen;
- g. over toegangswegen beschikken die worden beveiligd door doeltreffende systemen en over deuren en vensters beschikken waardoor geen toegang van buiten mogelijk is behalve door de personen die ertoe gemachtigd worden door het inrichtingshoofd of de persoon die door de inrichtende macht ertoe wordt gemachtigd het gebouw met de geschikte middelen te openen.

Art. 6. De verantwoordelijken voor de in artikel 5 bedoelde plaatsen ondertekenen een verbintenis betreffende de vertrouwelijkheid voor de gehele informatie in verband met dat opslaan.

Afdeling 2. — Drukken en leveren van de documenten van de proef

Art. 7. Het algemeen bestuur onderwijs voert controles uit zoals bedoeld in artikel 4, § 2, alsook controles over de kwaliteit van :

- 1°) de eindopmaak van de documenten van de proef;
- 2°) de overeenstemming tussen het drukwerk en het originele document, met het oog op de mededeling van de vermelding “goed voor druk”;
- 3°) het drukken van de documenten van de proef voordat ze worden verpakt;
- 4°) de eindverpakking van de documenten van de proef, met inbegrip van de weerstand van de zegels.

Art. 8. Op grond van de kwaliteitscontrole verleent het algemeen bestuur onderwijs de machtiging tot levering naar de krachtens artikel 5 vastgestelde plaatsen.

Art. 9. Het algemeen bestuur onderwijs laat de documenten van de proef naar de in artikel 5 vastgestelde plaatsen ten vroegste 5 volle dagen vóór de eerste dag waarop de proef wordt afgenomen, toekomen.

Art. 10. De inspecteur die voor elke krachtens artikel 5 vastgestelde plaats wordt aangewezen, begeleid door het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde of door de persoon die door de inrichtende macht wordt gemachtigd :

1°) zorgt voor de ontvangst bij de vervoerder van de documenten van de proef die zich in verzegelde pakjes bevinden;

2°) kijkt na of de bestelling conform is op grond van een document dat door het algemeen bestuur onderwijs wordt uitgereikt;

3°) ondertekent de leveringsbrief voor ontvangst;

4°) zorgt voor het goede vervoer en het goede plaatsen van alle verzegelde pakjes in het in artikel 5 bedoelde lokaal;

5°) bewaart in dat lokaal de eventuele overtallige exemplaren tot 30 juni van het lopende jaar;

6°) vergewist zich van het bestaan van maatregelen voor de beveiliging van de lokalen en de werkelijke sluiting van de lokalen volgens de door een omzendbrief vastgestelde voorwaarden.

Art. 11. Het algemeen bestuur onderwijs voert controles uit over de kwaliteit van de levering van de documenten van de proef die naar de krachtens artikel 5 vastgestelde plaatsen wordt verricht.

*Afdeling 3. — Verdelen van de documenten van de proef
en afnemen en verbeteren van de externe proeven voor het behalen van een getuigschrift*

Art. 12. De gemeenschappelijke externe proef wordt vanaf 15 juni georganiseerd. De proef verloopt over vier voormiddagen. De inrichtingshoofden, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, en de inrichtende machten, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, kunnen de cursussen in de namiddag schorsen.

In afwijking van het eerste lid, kan de Regering, om uitzonderlijke redenen, de machtiging verlenen voor de organisatie van de externe proeven voor het behalen van het getuigschrift basisonderwijs vóór 15 juni.

Art. 13. § 1. Op de werkdag voorafgaand aan twee opeenvolgende externe proeven, of aan elke externe proef, volgens door een omzendbrief nader bepaalde regels, verricht elk inrichtingshoofd, zijn afgevaardigde of zijn afgevaardigde die voor een bepaalde vestiging via een handschrift behoorlijk wordt gemachtigd, en in het bezit is van zijn identiteitskaart, de volgende handelingen :

1°) hij ontvangt de documenten van de externe proef van de volgende werkdag of van de twee volgende werkdagen, in pakjes die volgens de door de omzendbrief nader bepaalde regels verzegeld zijn;

2°) hij kijkt na of het aantal verzegelde pakjes in overeenstemming is met het aantal leerlingen die aan de proef deelnemen;

3°) hij neemt alle nuttige maatregelen inzake vertrouwelijkheid en veiligheid opdat de verzegelde pakjes die tot het ogenblik van de verdeling van de documenten van de proef onder zijn verantwoordelijkheid zullen zijn, geenszins door wie dan ook zouden kunnen worden geopend vóór het begin van de proef;

4°) hij zorgt voor de veiligheid en vergewist zich ervan dat geen andere persoon dan hij zelf of de persoon die hij daartoe machtigt, toegang zou hebben tot de plaats voor het opslaan van de ontvangen documenten van de proef die onder zijn verantwoordelijkheid zijn, tussen het ogenblik van de ontvangst ervan en het ogenblik van de verdeling ervan. Die plaats moet gelegen zijn in één, of, in voorkomend geval, meer vestigingen waar de proeven worden afgenomen.

§ 2. De kosten voor de verplaatsing van het inrichtingshoofd of zijn behoorlijk gemachtigde vertegenwoordiger van de zetel van de inrichting naar de verdelingsplaats worden door het bestuur betaald, op grond van een behoorlijk opgestelde aangifte betreffende het afgelegde aantal kilometers heen en terug.

Het bedrag van de kilometervergoeding wordt op 0,15 euro vastgesteld. Dat bedrag wordt jaarlijks op 1 juli vermeerderd met een breuk waarvan de teller het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand mei van het lopende jaar is en de noemer het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand mei van het voorafgaande jaar is. Het gekregen resultaat wordt tot en met de vierde decimaal vastgesteld.

Art. 14. Elke dag waar een proef plaatsvindt, worden de pakjes met de documenten van de proef ten vroegste vanaf 7 uur geopend.

De diensten van de inspectie van het onderwijs zullen elke dag opdrachten uitvoeren om de integriteit van de pakjes na te kijken voordat deze zullen worden geopend.

Elke dag waar een proef plaatsvindt, worden de documenten van de proef over de leerkrachten van de betrokken klassen verdeeld.

De schriftelijke proeven beginnen, volgens de in artikel 12 bepaalde kalender, tussen 8U15 en 8U45.

Het toezicht over het verloop van de proef wordt onder de verantwoordelijkheid van het inrichtingshoofd uitgeoefend.

Art. 15. De andere documenten bestemd voor de leerkrachten worden door toedoen van de inspectie van de sector aan de inrichtingshoofden uiterlijk tien dagen vóór het begin van de proeven verdeeld.

De handleiding voor het verbeterwerk wordt na het einde van de proef door de inspecteur van de sector verdeeld op de plaatsen die voor het verbeterwerk worden bepaald.

Art. 16. Als een externe proef wordt onthuld voordat ze wordt afgenomen en als de Regering beslist die in te trekken, wordt de alternatieve proef op de door de Regering vastgestelde datum georganiseerd. De documenten van de alternatieve proef worden ofwel door de leden van de algemene dienst inspectie aan de inrichtingshoofden of hun behoorlijk gemachtigde afgevaardigden, in elektronische vorm, meegedeeld volgens door een omzendbrief nader bepaalde regels, ofwel in de vorm van een CD-ROM. In dat geval is de verdeling van de CD-ROMS georganiseerd volgens nader te bepalen regels die gelijk zijn met die van de verdeling van de documenten van de proeven, inzonderheid overeenkomstig artikel 13.

De alternatieve proef wordt, naar gelang van het geval, ofwel gedownload ofwel voorgelezen en gedrukt onder de verantwoordelijkheid van het inrichtingshoofd. Het drukken moet plaatsvinden volgens door het inrichtingshoofd nader te bepalen regels om de vertrouwelijkheid van de inhoud van de proeven te beschermen overeenkomstig de door omzendingbrieven bepaalde voorwaarden.

Nadat de documenten van de proeven gedrukt zijn, verlopen de proeven volgens nadere regels die gelijk zijn aan deze die bepaald zijn voor de oorspronkelijke proeven.

Art. 17. Voor het afleggen van de proeven door de in artikel 2, eerste, tweede en derde lid bedoelde kandidaten, behoort de keuze van de plaats waar de gemeenschappelijke externe proef zal worden afgelegd en van de nadere regels voor de groepering van de leerlingen tot de prerogatieven van het inrichtingshoofd, voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, en van de inrichtende macht, voor het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs.

Die kandidaten worden geplaatst onder toezicht van het/de inrichtingshoofd(en), van de leerkrachten die voor die klassen verantwoordelijk zijn, van de leden van het opvoedend hulppersoneel, en/of van de bedienden van de inrichtende macht.

De kandidaten die in artikel 2, vierde lid bedoeld zijn, leggen de proef af volgens dezelfde nadere regels als deze die bedoeld zijn in deze afdeling.

De inrichtingshoofden zorgen ervoor dat bijzondere regels nader worden bepaald voor het afnemen van de proef bestemd voor leerlingen die door sensorische en/of motorische afwijkingen, leerstoornissen of geestelijke achterstand worden getroffen.

Art. 18. § 1. Voor de geografische zone waarvoor hij bevoegd is, laat de inspecteur de leerkrachten van het zesde leerjaar van het lager onderwijs en één leerkracht per schijf van 20 leerlingen bijeenkomen voor elke school van het secundair onderwijs en elke school van het gespecialiseerd onderwijs tijdens de namiddagen van de dagen waarop de proef wordt afgelegd en afgenomen, om de verbetering te organiseren.

Hij zorgt ervoor dat een leerkracht de kopieën van de leerlingen waarvoor hij bevoegd is, niet zou moeten verbeteren.

§ 2. De voorzitter van de examencommissie stuurt het proces-verbaal van de deliberatie aan de administrateur-generaal van het algemeen bestuur onderwijs uiterlijk binnen de drie werkdagen die op de deliberatie volgen, toe.

De voorzitter van de examencommissie deelt de uitslag van zijn leerlingen bij de gemeenschappelijke externe proef mee aan het betrokken inrichtingshoofd uiterlijk op de 5e werkdag na het begin van de proef.

Art. 19. Het getuigschrift basisonderwijs, uitgereikt op grond van artikel 28, §§ 1, 2 en 3, van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs, moet beantwoorden aan het model dat in bijlage A bij dit besluit vermeld is.

Het getuigschrift basisonderwijs, uitgereikt op grond van artikel 18, § 2, van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs, moet beantwoorden aan het model dat in bijlage A bij dit besluit vermeld is.

Het getuigschrift basisonderwijs, uitgereikt op grond van artikel 28, § 4, van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs, moet beantwoorden aan het model dat in bijlage A bij dit besluit vermeld is.

Art. 20. Na de beraadslaging wordt een steekproef van de kopieën van de gemeenschappelijke externe proef door de inspectie getrokken volgens de nadere regels :

1°) het algemeen bestuur onderwijs stelt een lijst vast van de namen van de leerlingen die een representatieve steekproef uitmaken;

2°) elke inspecteur trekt de kopieën van de betrokken leerlingen in zijn geografische zone uit en registreert de antwoorden op alle items of vragen van de proef in de door het bestuur geleverde rooster;

3°) de inspecteur deelt de ingevulde rooster aan het algemeen bestuur onderwijs mee binnen de 7 werkdagen volgend op de laatste dag van de verbetering van de proef.

Art. 21. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 september 2006 houdende bepaling van de nadere regels voor de inschrijving voor, het afleggen van en de verbetering van de gemeenschappelijke externe proef tot toekenning van het getuigschrift van basisonderwijs en van de vorm van het getuigschrift van basisonderwijs, wordt opgeheven.

Art. 22. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 23. De Minister van Onderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 mei 2016.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS